

## **COMPTE-RENDU DU PREMIER WEBINAIRE DE LA SÉRIE SUR L'EXPLORATION DES LIENS ENTRE TRANSFERTS MONÉTAIRES ET PROTECTION SOCIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

**Lieu :** Via ZOOM  
**Date :** 15 février 2024 (12H-13H30 GMT)  
**Participants :** 186  
**Intervenants :** **Dr Sintiki Tarfa Ugbe** / CEDEAO  
**Corinna Kreidler** / Consultante indépendante  
**Christian Bodewig** / Banque Mondiale  
**Sigrid Kühlke** / DG ECHO  
**Paul Quarles Van Ufford** / UNICEF  
**Sabah Fara** / Relief International & CCD  
**Céline Sinitzky** et **Amadou DIOP** / Le Réseau CALP

### **Justification**

Selon le dernier rapport du CALP sur la situation mondiale des transferts monétaires publié en 2023, des progrès ont été réalisés dans les approches visant à associer les transferts monétaires et la protection sociale, notamment en raison de l'accélération de la pandémie du coronavirus (COVID-19). Ce lien devrait englober différents contextes, depuis les États stables et bien organisés, contextes privilégiés par les acteurs du développement et de la protection sociale, jusqu'aux zones de conflits et aux États fragiles, que les humanitaires connaissent bien. Où en sommes-nous aujourd'hui dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ?

Comment les acteurs humanitaires et du développement travaillent-ils concrètement ensemble pour répondre aux besoins et aux droits des populations ? Les transferts monétaires et les filets sociaux sont-ils toujours des points d'entrée valables pour façonner et renforcer les politiques de protection sociale ? Quels sont les leviers dans les différents contextes et comment les liens peuvent-ils être facilités à travers le cycle du programme ?

La série de webinaires vise à répondre à ces questions avec toutes les parties prenantes, sur la base des enseignements tirés de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les prochaines séries de ce webinaire se concentreront ensuite sur des cas d'études provenant de plusieurs pays de la région.

### **1. Mot d'ouverture de la CEDEAO**

Disponible sur l'enregistrement (10mn-21mn)

**Dr Sintiki Tarfa Ugbe**, Directrice des affaires humanitaires et sociales à la Commission de la CEDEAO, a adressé les mots d'ouverture de ce webinaire en remerciant les présentatrices et les membres du panel de discussion.

Le discours s'est axé sur l'importance de la protection sociale et de l'aide humanitaire, deux thèmes étroitement liés au développement de la région.

En outre, Dr Ugbe a rappelé non seulement le droit fondamental que représente la protection sociale, mais aussi sa nécessité sociale et économique, en dépit des contraintes de protection sociale auxquelles la région est confrontée, tant en termes de couverture que de dépenses par rapport au produit intérieur brut.

Le deuxième thème de ce discours est consacré à l'importance de l'aide humanitaire dans une région confrontée à des crises multiformes.

Les autres points évoqués lors du discours de Dr Ugbe sont comme suit :

- Le leadership gouvernemental est primordial pour fixer les objectifs et établir la coordination entre les différents ministères ;
- La nécessité de créer des synergies entre le secteur humanitaire, du développement et de la protection sociale ;
- La validation du cadre et du plan opérationnel de la protection sociale par la Commission de la CEDEAO en novembre 2023, qui a pour objectif de mettre en place un vaste ensemble de lignes directrices et de principes dans la conception des interventions de protection sociale dans les pays membres (**Voir section 4.4 du cadre et du plan opérationnel**) ;
- L'objectif d'atteindre une couverture de quarante pour cent (40 %) de la population des états membres par la protection sociale en 2050 ;
- La nécessité de promouvoir une meilleure coordination de la protection sociale entre les parties prenantes, que ce soit en réponse au développement, aux urgences humanitaires ou à d'autres formes de crise ;
- La nécessité d'adapter et de redynamiser les systèmes de protection sociale existants pour répondre rapidement aux besoins humanitaires et aux crises ;

En guise de recommandations, Dr Ugbe a exhorté les panelistes ainsi qu'aux participants de :

- S'appuyer d'évidences afin de dresser les bonnes pratiques relatives à l'amélioration de la coordination et de la synergie, mais aussi renforcer le lien entre l'aide humanitaire en transferts monétaires et la protection sociale ;
- Reproduire ce cadre de dialogue à l'échelle nationale, en y intégrant toutes les parties prenantes ;
- Renforcer les liens entre la protection sociale et les réponses en termes de transferts monétaires (TM) humanitaires et de développement.

## **2. Associer les transferts monétaires humanitaires et la protection sociale – CALP**

Disponible sur l'enregistrement (23mn-33mn). Présentation disponible au lien suivant : [https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2024/02/CALP\\_Linking-humanitaire-CVA-and-Social-Protection\\_FR.pdf](https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2024/02/CALP_Linking-humanitaire-CVA-and-Social-Protection_FR.pdf)

Dans la même dynamique que le discours de la représentante de la CEDEAO, le thème du renforcement des liens entre les TM et la protection sociale (PS) est approfondie dans cette présentation du CALP.

Pourquoi créer des liens entre la PS et les TM, avant tout, afin de mieux répondre aux besoins des populations en fonction des contextes. Le secteur humanitaire et la protection sociale poursuivent conjointement des buts communs et des objectifs similaires grâce à une couverture exhaustive et pertinente et à une approche durable, ponctuelle, efficiente, prévisible et responsable à l'égard des bénéficiaires.

Outre les similitudes entre ces deux secteurs, la présentation a également mis en évidence les points suivants :

- Les points de divergence entre la PS et les TM humanitaires résidant autour des principes d'indépendance et de l'actionnariat du gouvernement ;
- Les fonctions et les piliers de la PS ;
- Les raisons de la pertinence des liens entre la PS et les TM ;
- Les différents types d'intégration de la réponse humanitaire à la protection sociale ;

Cependant, dans certaines situations, notamment dans des contextes de conflits, le secteur humanitaire peut décider de ne pas créer de liens avec la PS afin de ne pas violer le principe de "ne pas nuire".

En conclusion, selon la maturité du système de protection sociale dans la réponse aux chocs, l'humanitaire a plusieurs rôles à jouer et plusieurs options à choisir, soit pour guider, soit pour appuyer.

Pour plus d'informations sur les concepts de la PS, un cours CALP d'auto-apprentissage en ligne est disponible en quatre langues sur la plateforme de KAYA (<https://kayaconnect.org/course/info.php?id=4464>) ainsi que la boîte à outils sur la page du CALP (<https://www.calpnetwork.org/publication/social-protection-toolbox/>).

## **3. Résultats d'une recherche sur les liens entre les transferts monétaires et la protection dans la sous-région – Corinna Kreidler**

Disponible sur l'enregistrement (35mn-53mn). La Présentation est disponible au lien suivant :

[https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2024/02/Corinna-Kreidler-Presentation\\_February-2024\\_FR.pdf](https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2024/02/Corinna-Kreidler-Presentation_February-2024_FR.pdf)

La deuxième présentation de ce webinaire concerne le partage des résultats de l'étude publiée en 2023 et menée par la consultante humanitaire indépendante **Corinna Kreidler**, sur l'alignement et les liens actuels (2020-2022) entre les programmes de protection sociale d'une part et l'aide humanitaire fournie par les donateurs et les agences d'autre part. Cette étude a ciblé six pays de la région du Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

**Les objectifs** de cette étude sont **(1)** d'identifier les points de connexion les plus efficaces pour la convergence **(2)** d'identifier les principaux catalyseurs et obstacles à la convergence, **(3)** de fournir des réflexions stratégiques, politiques et opérationnelles sur le potentiel et la valeur ajoutée de la convergence.

**La méthodologie** de cette étude consiste à analyser seize différents éléments de chaque programme /pays regroupés en quatre niveaux : politique nationale ; Objectifs du programme ; Conception du programme et mise en œuvre du programme. Pour l'intérêt de ce webinaire, deux chapitres du rapport sont discutés : les méthodes de travail qui permettent ou entravent à la convergence et une analyse des 16 différents éléments. **Les obstacles** à la convergence relèvent de l'économie politique et de l'intérêt institutionnel, ainsi que de l'utilisation des registres sociaux nationaux. Afin d'obtenir de meilleurs résultats dans la convergence, nous retiendrons ces conclusions recommandations suivantes :

- Trouver un compromis entre la couverture et l'adéquation de l'assistance, entre la rapidité de la réponse et l'investissement dans la mise en place de systèmes ;
- Développer un terrain d'entente, étape par étape concernant les parties prenantes l'adoption de bonnes pratiques, le partage de connaissances, la priorisation du travail collectif et se préparer pour un projet à long-terme.

Les études mentionnées sont disponibles aux liens suivants :

- Le rapport complet de l'étude présentée : [Linking humanitarian cash assistance and national social protection systems](#).
- Concernant l'utilisation des registres sociaux : <https://socialprotection.org/discover/publications/challenge-coordination-and-inclusion-use-social-registries-and-broader-social>  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099624411142338969/pdf/>
- Le site web du Programme adaptatif de protection sociale au Sahel (PPSAS) : <https://www.banquemonde.org/fr/programs/sahel-adaptive-social-protection-program-trust-fund>

#### 4. Discussion en panel avec : Banque mondiale, UNICEF, DG ECHO, Relief International/CCD modérée par Amadou Diop du CALP.

##### Questions et Réponses

Disponible sur l'enregistrement entre 54mn – 1H38mn

- **Question à Christian, Banque Mondiale – En termes de financement, quel rôle pourrez jouer les bailleurs (seuls ou en partenariats) pour l'établissement des liens des TM/volet cash et les systèmes de PS ? Réponse :**

- Un soutien d'alignement.
- Une réponse structurée et diversifiée avec un rôle plus important de l'État.
- Renforcer l'approche systémique de l'État en améliorant les capacités de mise en œuvre et de mobilisation pour une réponse rapide.
- Une communication inclusive impliquant la communauté pour un véritable partenariat.

- **Question à Sabah, CCD – Quelles adaptations ou changements seraient nécessaires pour faciliter une approche intégrée et durable entre les programmes Cash et la PS ? Réponse :**

- Établir des cadres et des outils communs d'intervention et de gouvernance. Par exemple, il est important de renforcer les mécanismes de coordination institutionnelle aux niveaux national et régional, de mettre en place des groupes de travail et de travailler sur la cohérence des programmes et la conformité des données.

- Travailler sur la connectivité et l'intégration des programmes pour garantir la continuité et la complémentarité des approches. Exemple : des mécanismes de réponses rapides, des TM saisonniers, des filets sociaux prévisibles sont à prévoir dans la région.
  - Explorer des programmes à modalités flexibles bien au-delà du Cash (gestion des risques et des catastrophes, programme de PS à vocation éducation, santé etc.).
  - Mettre au centre des réponses les personnes affectées dès la conception.
  - Travailler sur le dialogue et l'interconnaissance des programmes des acteurs.
  - Travailler sur des pistes communes de plaidoyer pour l'influence des politiques et les financements mixtes et conjoints.
- **Question - Quelles pistes de dialogue et de collaboration entre la communauté humanitaire et les partenaires techniques et financiers (PTF) existent pour renforcer les systèmes de protection sociale adaptatifs (SRSP) et la protection sociale liée à l'aide humanitaire ?**

**Réponse de Paul, Programme conjoint UNICEF et PAM :**

- Prioriser les plateformes réelles existantes pour une opportunité de dialogue, à noter trois niveaux de plateformes : (1) le gouvernement et ses mécanismes de coordination, (2) le gouvernement & les partenaires humanitaires, (3) les acteurs humanitaires & acteurs de la PS. Ces différents niveaux de coordinations se jouent au niveau central et décentralisé.
- Agenda d'appui aux pays pour la mise en place d'un mécanisme de coordination pour le secteur de la PS afin de renforcer le leadership de l'État.
- Au sein des gouvernements, renforcer les acteurs en charge de la PS et les acteurs en charge de la mise en place des réponses d'urgence.
- Renforcement du partage d'informations des deux côtés (Analyse commune des goulots d'étranglement, la création de plateformes formelles et d'espaces informels pour comprendre les priorités, les perspectives et visions de chaque partie).

**Réponse de Sigrid, DG ECHO :**

- 40 ans d'acquis dans la sous-région avec la mise en place de dispositifs nationaux et régionaux de prévention et de gestion de crises au niveau régional (Ex : Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel -CILSS).
- Le nouveau défi est de travailler de manière coordonnée pour la réponse par rapport aux nouveaux types de chocs (Ex : suivi et planification des réponses pour adresser les conflits, la protection des populations, la violation des droits humains, le déplacement des populations...).
- Adopter un modèle de protection sociale réactive aux chocs où les humanitaires pourraient couvrir tous les besoins de survie des populations affectées pendant une période de trois mois.
- Travailler en coordination avec les Systèmes d'alerte précoces (SAP) nationaux, les modèles de calculs et la durée.

- **Question à Sabah, CCD – Au niveau de la société civile et ONG, quels sont les obstacles à l'association des TM à la PS ? Réponse :**

- Absence de coordination en raison de la diversité des organismes.
- Renforcement de la résilience.
- Gestion de la base de données et mise en place de normes communes.
- Renforcement et résilience des acteurs locaux.
- Mise en commun des fonds pour travailler avec des financements mixtes.

- **Question – Quels rôles les organisations humanitaires et de développement devraient jouer dans le financement malgré la réticence à acheminer les fonds vers certains gouvernements ?**

**Réponse de Christian, Banque Mondiale :**

- L'exemple du PPSAS – un partenariat multifacette pour soutenir la conception et la mise en œuvre de programmes et systèmes de protection sociale adaptative dans le Sahel.

- Coordination dans le système de données, d'approches, d'innovations et de financement de paiement dans le but d'avoir un système plus coordonné.
- Approche coordonnée de différents acteurs humanitaires et de développement au sein d'un cadre de coordination gouvernemental.
- Exemple du Projet « Twin Track » pour une approche séparée et coordonnée.

**Réponse de Paul, Programme conjoint UNICEF & PAM :**

- Exemple du projet « Twin track », une approche à double voies qui vise à accroître la couverture des interventions de PS lorsque les systèmes nationaux n'ont pas la capacité d'apporter une réponse rapide de manière structurelle pour renforcer la couverture.
- Une approche de résilience permettant la continuité de la mise en œuvre des programmes existants même dans les contextes des crises.
- Programmes de TM à travers des partenaires nationaux.
- Interventions coordonnées par le gouvernement via des plateformes de coordination.
- Renforcement de capacités des systèmes nationaux dans les domaines du ciblage du paiement, du suivi des expériences et des plaintes.

**Réponse de Sigrid, DG ECHO :**

- La DG ECHO se positionne dans les zones d'urgence souvent à accès difficile où elle peut apporter une valeur ajoutée.
- L'engagement principal est de **sauver des vies** tout en travaillant en complémentarité et en coordination avec les autres acteurs humanitaires.

- **Question à tous - Quelles pistes de collaboration devraient être privilégiées, dans les prochains mois, afin de renforcer la coordination, le dialogue et la coopération entre les acteurs humanitaires et les acteurs qui soutiennent les programmes de protection sociale (y compris les gouvernements), en vue de garantir un accompagnement efficace des individus vulnérables dans divers contextes ?**

**Réponse de Sabah/CCD :**

- Des réponses centrées sur les populations affectées.
- S'engager avec tous les types d'acteurs humanitaires dans les différentes plateformes de dialogue.
- Créer des Convergences entre les différents types de programmes dans le respect des mandats.

**Réponse de Christian, Banque Mondiale :**

- Un alignement des acteurs dans un plaidoyer auprès des autorités pour l'utilisation des moyens de mise en œuvre tel que le cash. Les évidences et l'impact du cash sur les bénéficiaires pourrait donner plus de clarté dans ce contexte d'interdiction du cash dans certaines zones du Sahel.

**Réponse de Sigrid, DG ECHO**

- L'importance de maintenir les TM pour les programmes d'urgence et de résilience.
- Planification des réponses et le partage des tâches.
- L'implication de tous les acteurs dans les réponses par rapport aux conflits.
- La protection des données.

**Réponse de Paul, Programme conjoint UNICEF & PAM**

- Amener ces riches discussions au cadre national et local.
- En accord avec la priorité de la CEDEAO de renforcer la coordination de la PS au niveau des pays.

**Conclusion et prochaines étapes**

Disponible sur l'enregistrement (1H38 – fin)

- Remarques finales du Représentant régional / CALP au niveau de WCAF sur l'importance du lien.
- Résumé des points principaux élaborés durant le webinar.
- Question ouverte adressée sous forme de sondage aux participants sur les futures pistes de collaboration pour renforcer la coordination et le dialogue entre les acteurs concernés.
- Prochains webinaires de cette série seront axés sur des cas d'études de la région.